

SBRS

SOMMAIRE

| | |
|-----------------|---|
| Page 2 | DELOCALISATIONS : Rien n'est plus faux ... Volontariat forcé ? VOUS ALLEZ BIENTOT PARTIR A LA RETRAITE ? SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT |
| Pages 3/4 | POUVOIR D'ACHAT... SALAIRES... PRIMES... |
| Pages 5/6 | RESTAURATION : un projet inacceptable ! |
| Pages 7 à 9 | INTERVENTION de Jean OMNES Secrétaire Général du SNTRS-CGT au 44ème CONGRES DE LA CGT |
| Pages 9 à 16 | COMPTE RENDU DU 44ème CONGRES CONFEDERAL -Le nouveau bureau confédéral -Les amendements du SNTRS-CGT -Les votes - Ce qui a été repris par le Congrès dans les documents d'orientation et repères revendicatifs. -Réponses à des questions sur la syndicalisation des enseignants par L.Viannet. - Intervention de la FERC. |
| Pages 17/18 | LA VIE DES SECTIONS... VILLEJUIF INSERM Délocalisation croisée... |
| Pages 19/20 | BAREME DES REMUNERATIONS DES PERSONNELS CNRS. ET GRILLE INDICIAIRE. |
| Pages 21/22 | INFO RETRAITES : IRCANTEC ET REGIME GENERAL SECURITE SOCIALE (rectificatif fiche H3 Mémento) |
| Page 23 | RASSEMBLEMENT NATIONAL POUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT LE 14 JUIN A PARIS Pétition SOS PROLIFERATION. |
| Page 24 | ATTENTION : un nouveau calendrier des CAP transmis par la direction du CNRS. |

RIEN N'EST PLUS FAUX

Dans un courrier du 14/2/92, les organisations syndicales du CNRS ont demandé à la D.G. de bénéficier du droit de réponse, suite au supplément de dernière heure au numéro de février du JOURNAL DU CNRS, titré 1178 EMPLOIS DU CNRS REDEPLOYES, où il est indiqué que le plan social d'accompagnement aurait été arrêté par le CIAT "après concertation avec les organisations syndicales". Rien n'est plus faux. Aucune négociation (ou concertation) n'a eu lieu sur les décisions du CIAT, ou sur les "mesures sociales d'accompagnement", pas plus au niveau gouvernemental qu'au niveau du CNRS. Elles ont également fait savoir qu'elles ne participeraient pas à la réunion du 17 février sur le "plan d'accompagnement", en exigeant qu'une négociation s'ouvre sur l'avenir de la Recherche en Ile-de-France et sur l'avenir des sites propres CNRS.

Vous allez bientôt partir à la retraite ?

Vous avez opté pour le rachat de vos années de non titulaire mais vous n'avez toujours pas de nouvelles du traitement de votre dossier par l'administration ? Téléphoner n'est même plus efficace, car délocalisation à Caen oblige, le service des pensions de la rue du Maroc est complètement désorganisé et votre dossier risque d'être traité... à Pâques... ou à la Trinité...

Le plus sûr est encore de manifester avec nous auprès de la direction votre désaccord avec les délocalisations... et avec le système de validation des retraites.

Plus nous serons nombreux à le faire, plus il y a de chance d'enrayer ce phénomène de destruction des services publics.

DELOCALISATIONS Volontariat forcé ?

Nous sommes à l'ère des délocalisations :
- c'est un impératif scientifique nous dit-on.
- pas de mobilité forcée : tout devra se faire sur la base du volontariat précise-t-on.
Et pourtant quand il s'agit de services administratifs du CNRS (1) la règle semble différente puisque les agents sont convoqués et interviewés individuellement. Il s'agit semble-t-il d'un volontariat un peu forcé, "suscité" dirait Mr Curien : nous devons déménager, vous devez donc déménager ou bien : nous devons déménager, préférez-vous nous suivre ou mourir sur place... ou encore : nous devons déménager, si vous nous suivez vous aurez tout ce que jusqu'à présent vous n'avez pu obtenir. Mais remarquez bien, personne ne vous force à accepter...

(1) Il semble que cette pratique ne soit pas réservée aux seuls services administratifs, des échos du même genre nous parviennent du CDHS et également de l'INSERM.

SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT

Une précision concernant le modèle de recours auprès du Tribunal Administratif paru dans le B.R.S. n° 288. Dans le 2ème paragraphe, "EXPOSE DES MOTIFS", dernière ligne : il n'est pas nécessaire de joindre les pièces justificatives de l'affaire Cariteau. Vous citez les faits explicatifs mais supprimez simplement (pièce n°... et ...) (6)

POUVOIR D'ACHAT... SALAIRE... PRIMES...

En remplissant la déclaration de revenus de 1991, chacun a pu vérifier la baisse flagrante du pouvoir d'achat puisqu'un agent n'ayant changé ni d'échelon, ni de situation depuis 2 ans aura touché EN FRANCS COURANTS, moins en 91 qu'en 90, par la grâce du blocage des salaires et de l'augmentation des prélèvements obligatoires !

Rappelons que le prétendu "accord salarial" d'octobre 91 entérinait officiellement la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires puisque les augmentations de salaires se limitaient pour 91-92 à :

| | |
|-------------------|--|
| + 0,5% au 1.7.91 | + 1,3% au 1.2.92 |
| + 1,1% au 1.11.91 | + 1,4% au 1.10.92 (voir courbe au verso) |

Selon les statistiques officielles de l'INSEE, il y a eu baisse de plus de 16,3% de 1982 à 1991 pour les fonctionnaires en moyenne. De plus les prélèvements sont passés de 84 à 91 de 6 à 7,85% pour la pension civile et de 4,75 à 6,05% pour la Sécurité Sociale.

Depuis 83, les salariés au-dessus de l'indice 300 versent 1% de "solidarité". Depuis le 1.2.91 la CSG soustrait 1,1% (à cette date l'impôt supplémentaire de 0,4% a disparu).

En novembre dernier notre syndicat avait alerté les personnels suite à une circulaire de M.Lecomte invitant les directeurs d'unité à user de la modulation de la prime de participation à la recherche (PPRS). Depuis, la direction du CNRS a mis en place un groupe de travail qui oeuvre dans le secret à une remise en cause de ce véritable supplément de salaire qu'est la PPRS : il prépare une modification de ses règles d'attribution.

Les "délocalisations" annoncées avec beaucoup de démagogie sur le prétendu volontariat et les prétendues mesures financières d'accompagnement, sont l'occasion pour la direction du CNRS d'avancer dans la suppression de garanties nationales (statut) de règles nationales (carrières différenciées pour les "volontaires") de salaires définis nationalement (par le biais de primes spéciales pour les délocalisés financées par les budgets propres des organismes, ici, le crédit de PPRS !).

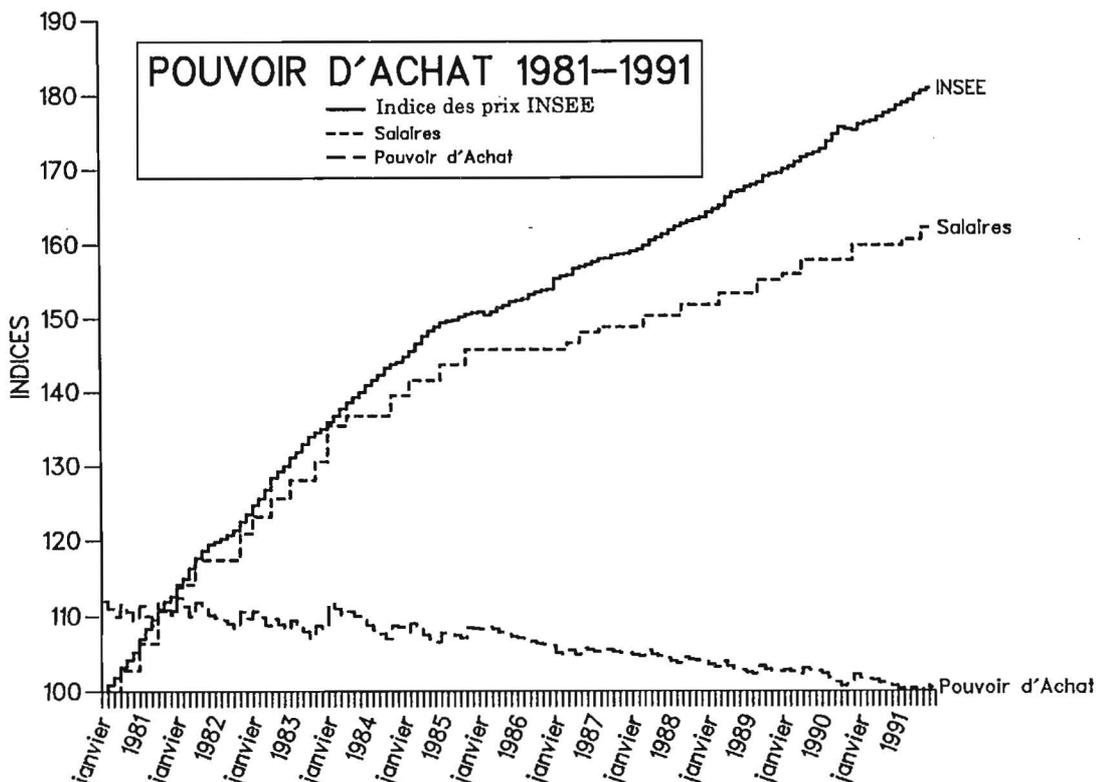
- rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982

- indexation des salaires sur les prix

- PPRS à 16% pour tous, chercheurs, ingénieurs, techniciens, administratifs non modulable et intégrée au salaire !

Salaires de la Fonction Publique

NB : le pouvoir d'achat est supposé égal à 100% au 1.9.91.



**RESTEZ VOUS-MEMES,
SYNDIQUEZ-VOUS !**



**SYNDIQUEZ VOUS
S.N.T.R.S.-C.G.T.**

J'adhère au S.N.T.R.S.-C.G.T.

NOM:.....

Prénom :

Corps et grade :

Adresse du labo :

A retourner au SNTRS-CGT, 25 rue de Chevreuse 91400 ORSAY,
ou à remettre à un militant connu de vous.

RESTAURATION

Un projet inacceptable !

Le projet de protocole de la direction peut se résumer à ceci : transférer la restauration CNRS aux sociétés privées. Tout le texte est construit pour atteindre cet objectif.

Un tel texte, s'il était appliqué, conduirait à la casse d'un acquis essentiel des personnels du CNRS : une restauration de qualité, au plus juste prix, gérée par les représentants des personnels.

| |
|---|
| Le texte proposée est totalement inacceptable |
|---|

C'est ce qu'ont affirmé, unanimement, tous les syndicats le 14 février.

Parmi les propositions de la direction, il y a :

La remise en cause d'un tarif national unique : la direction ne parle que de "tarif de référence". En clair, de l'aveu même de la direction, il s'agit de la mise en place de tarifs différents selon les régions. Ou, pour être plus précis encore, il s'agirait de faire payer aux rationnaires des charges supplémentaires liées au fonctionnement spécifique de certains restaurants (par exemple isolement, taille ou effectifs...).

Le refus de garantir les moyens attribués aux restaurants : contrairement au protocole de 1984 qui parlait d'obligation du CNRS en ce domaine, aujourd'hui la direction omet dans son projet de garantir les moyens par des normes en personnels et en crédits. Cela n'est pas oublié : cette garantie n'est utile que pour une gestion de type actuel. Cela confirme son choix pour les sociétés privées et son refus implicite de tout autre forme de gestion des restaurants. Dans le cadre d'une telle politique, quel sera l'avenir des restaurants hébergés ? La direction ne répond pas à cette question.

La mise en place des comités alibis

Au niveau national : d'une commission nationale de restauration avec des représentants syndicaux, on passerait à une instance où les représentants des personnels seraient élus au second degré ! Elle ne serait plus à majorité de représentants des personnels comme c'est le cas actuellement.

Au niveau régional : c'est à une concentration de tout le pouvoir aux mains du délégué régional que nous assisterions.

Un comité de surveillance serait mis en place mais avec peu de moyens d'intervention.

Quant aux comités de gestion, il n'en est plus question : ils disparaîtraient au profit de "comités d'usagers" qui n'auraient plus aucune possibilité d'intervenir dans la gestion (pas même sur ce que versent les agents).

Des personnels mis à disposition de sociétés commerciales ?

Pour les personnels de restaurant, le choix serait entre quitter le restaurant ou être mis à disposition des sociétés commerciales.

Une telle mise à disposition est illégale. L'activité de restauration commerciale ne répond à aucune des missions prévues par les statuts pour une telle mise à disposition : développement des connaissances, transfert de celles-ci, application des recherches dans les entreprises, diffusion de l'information scientifique et technique formation initiale et continue ou administration de la recherche.

Il est hors de question que des personnels du CNRS soient mis à disposition de sociétés pour une activité de type commercial.

Volonté de la direction de transférer l'argent des restaurants dans le budget du CNRS.

Cela est inacceptable. Cet argent est la propriété collective des personnels du CNRS. Il représente une part de salaire différé (participation du CNRS au prix du repas). A cela s'ajoute l'avance d'argent faite par les rationnaires (recette tickets). Il est donc hors de question que le CNRS se l'approprie ou qu'il finisse dans les caisses d'une société privée.

La direction est pressée. Elle veut que tout soit bouclé pour le 1er juillet 1992.

Mais osera-t-elle, unilatéralement, dénoncer le protocole qu'elle a signé en 1984 avec le CAES ?

**ENSEMBLE, UNIS,
EMPECHONS LA DIRECTION DE PERPETRER CE MAUVAIS COUP**

Dans une déclaration, les organisations syndicales expriment leur refus unanime d'un tel protocole.

ENSEMBLE : rappelons à la direction notre opposition :

- A la venue de sociétés privées dans les restaurants propres du CNRS.
- Au retrait des postes des restaurants propres.

**EXIGEONS L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS
POUR L'AMELIORATION
DU SYSTEME ACTUEL DE RESTAURATION
SUR LA BASE DES PROPOSITIONS SYNDICALES**

**RESTEZ VOUS-MEMES,
SYNDIQUEZ-VOUS !**



**SYNDIQUEZ VOUS
S. N. T. R. S. - C. G. T.**

J'adhère au S.N.T.R.S.-C.G.T.

NOM:.....

Prénom :

Corps et grade :

Adresse du labo :

*A retourner au SNTRS-CGT, 25 rue de Chevreuse 91400 ORSAY,
ou à remettre à un militant connu de vous.*

COMPTE RENDU DU 44ème CONGRES CONFEDERAL



INTERVENTION DE Jean OMNES, SECRETAIRE GENERAL DU SNTRS-CGT AU 44ème CONGRES DE LA CGT

Dans mon intervention, j'aborderai trois questions principales :

- la situation au CNRS, à l'INSERM et à l'INRIA
- la question des identités professionnelles
- les pratiques syndicales

LA SITUATION AU CNRS, A L'INSERM ET A L'INRIA

Ce qui est en préparation avec les délocalisations, c'est un véritable démantèlement des organismes de recherche publique (2000 emplois de la recherche publique seraient concernés sur les 7000 emplois délocalisés par le C.I.A.T. du 29/01/92).

En effet, sous le prétexte de rééquilibrer la répartition des unités de recherche entre Paris, l'Ile-de-France et la province, le gouvernement s'apprête à transférer des laboratoires. Cela conduirait à déstructurer les unités car une très grande partie des personnels ne suivront pas ; en tout cas pas volontairement. Cela ne conduira pas à développer la recherche en province

La recherche a une logique de développement qui lui est propre. La réussite d'une implantation nouvelle dépend de la pertinence scientifique reconnue par ses acteurs. Il faut, non seulement tenir compte du potentiel universitaire existant, mais aussi, plus généralement de tout un environnement social et intellectuel indispensable pour que la greffe prenne. Une unité de recherche, c'est des projets scientifiques qui exigent une accumulation de savoirs et de compétences techniques, longue à constituer.

Déstructurer, c'est détruire pour un temps indéterminé des pans de la recherche sans qu'on puisse en mesurer les effets à long terme. A vouloir transférer hâtivement des équipes de recherche sans s'assurer de la compatibilité des terrains, on parviendrait à la même aberration que ces agoras désertées, plantées dans les villes nouvelles.

Ainsi, pour satisfaire des potentats locaux et préparer l'intégration européenne, le gouvernement est prêt à sacrifier des pans entiers de la recherche publique en région parisienne, avec les conséquences désastreuses pour les travailleurs concernés et leur famille et sur l'avenir de notre pays. Il semble que cela soit égal à ceux qui gouvernent ce pays.

Plus encore, ils veulent profiter de cette période pour mettre en cause les garanties statutaires dans la Fonction Publique, notamment celles concernant la mobilité et la garantie de l'emploi en préparant ainsi le terrain à une intégration au rabais dans l'Europe de 93.

Face à cette situation, les personnels concernés se mobilisent. Un grand nombre de chercheurs, d'ingénieurs, de personnels techniques et administratifs du CNRS, de l'INSERM et de l'INRIA ont participé à l'action du 23 janvier et cela à l'appel commun de tous les syndicats.

Un tel appel unitaire à s'opposer à la politique du gouvernement n'avait pas été obtenu depuis bien longtemps. Il est à mettre au crédit d'un travail patient, permanent de la CGT dans les labos et services de notre secteur pour créer les conditions de l'action unitaire (non pas pour elle-même mais pour le rassemblement le plus large possible dans l'action).

Est-ce à dire que tout est réglé, qu'il n'y a pas de différence, de désaccord entre syndicats ?

Non, au contraire. Mais les débats sont francs et chacun garde la possibilité de s'exprimer de façon autonome.

Nous voulons aussi créer les conditions pour que l'action contre les délocalisations s'accompagne de débats et d'actions pour le développement de la recherche publique sur tout le territoire, notamment en province.

Ce développement ne passe, bien entendu, pas par un affaiblissement de la recherche en région parisienne, l'effort de recherche doit y être maintenu, en même temps qu'un effort prioritaire doit être fait pour développer la recherche en province.

Le développement de la recherche fondamentale doit être aussi défendu. Cela passe par l'existence et le renforcement des organismes publics nationaux de recherche. Cela passe par une évaluation nationale des projets, des laboratoires et des individus. Cela passe enfin, et c'est là une aspiration forte, par une reconnaissance de la place et des qualifications qu'exercent les personnels (nous sommes loin du compte aujourd'hui).

IDENTITES PROFESSIONNELLES

C'est un thème qui apparaît de plus en plus dans les textes de la CGT ; dans ceux du 44ème congrès, mais plus encore dans ceux produits par d'autres structures de la CGT, comme l'UGFF.

Rappelons ici que c'est une notion qui n'a aucun caractère scientifique. Elle est issue des courants des sciences sociales qui réfutent le fait qu'existent dans notre société des classes aux intérêts inconciliables, en mettant l'individu au coeur de l'analyse.

Si, en insistant sur ce thème, il s'agit de prendre en compte, en même temps, ce qui est commun aux travailleurs, ce qui rassemble, et ce qui est spécifique à chaque catégorie, c'est une bonne chose.

Sinon, on maintient les divisions en les acceptant comme naturelles, alors qu'elles sont le produit de rapports sociaux. On risque dès lors de conduire au corporatisme, à l'individualisme qui sont des notions contraires à l'essence même de la CGT : la communauté d'intérêts des travailleurs.

Cette réflexion me conduit à parler de structures syndicales. Car certains, dans notre syndicat et au-delà, reprennent ce thème des identités pour prôner de façon irresponsable la mise en place de syndicats catégoriels en opposition aux syndicats intercatégoriels rebaptisés de façon péjorative de syndicats "généralistes".

Or, toute l'histoire de notre syndicat montre qu'il est possible d'organiser ensemble les ingénieurs, les techniciens, les administratifs, les ouvriers, les personnels de service et d'être fortement représentatifs dans chacune de ces catégories (de 24 % chez les ingénieurs à 35 % chez les personnels techniques et administratifs).

Ce qui ne veut pas dire que tout soit parfait, qu'il n'y ait rien à améliorer dans notre activité. Nous avons, bien au contraire, un effort immense à faire encore pour mieux prendre en compte les spécificités catégorielles. Nous nous y employons.

Par exemple, il est une catégorie : les chercheurs où tout reste à faire encore pour qu'ils se syndiquent à la CGT, dans le SNTRS-CGT.

LA PRATIQUE SYNDICALE

L'heure est, nous dit-on, à l'examen lucide sans complaisance, de l'activité de la CGT. C'est pour nous un souci permanent.

L'aspiration à la démocratie est quelque chose de massivement partagée par les adhérents du SNTRS-CGT. Mais ils sont aussi nombreux à se dire sur un ton amer : "qu'a donc attendu le Bureau Confédéral pour condamner les manquements de certains responsables aux règles démocratiques (création d'un syndicat CGT concurrent au nôtre, présentation de listes CGT contre celles de notre syndicat, à l'initiative de l'UGFF).

Ils ont pris le risque, consciemment de casser un syndicat de plus de 1000 adhérents. Dois-je aussi rappeler que notre organisation, ses adhérents, ses militants ont été montrés du doigt par le Bureau Confédéral. Il semble que nous n'étions pas dans la norme ! Quelle norme ? Cela reste sur le fond encore inexpliqué, non justifié.

Malgré cela, les adhérents et les dirigeants du syndicat sont restés attachés à la CGT et à leur syndicat le SNTRS-CGT. Mais la tâche portée sur notre organisation n'est toujours pas effacée. De cette période, de cette expérience douloureuse nos adhérents ont tiré deux enseignements essentiels :

- 1) Ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour régler leurs problèmes.
- 2) Améliorer la démocratie, mettre en place une démarche nouvelle n'est pas seulement une affaire de discours, de déclaration (aussi solennelle soit-elle). C'est surtout, avant tout une question de pratique quotidienne. Seuls les actes, en ce domaine comme dans d'autres permettent de vérifier si l'on change ou pas, si on s'améliore ou pas.

J'en connais qui n'ont que les mots "nouvelles démarches" à la bouche et qui l'utilisent comme un slogan réglant tout alors qu'ils n'ont rien changé à leur pratique. Changer vraiment, fondamentalement, les pratiques syndicales, écouter, débattre, faire que chaque travailleur prenne conscience que par l'action collective il peut obtenir des satisfactions est un travail patient, permanent de conviction.

Je voudrais faire, à ce moment de mon intervention une parenthèse à propos de l'intervention de Daniel MANGIONE du SGPEN-CGT. Il s'est plaint d'être sous-représenté avec trois délégués pour 10500 adhérents. Ce camarade a omis de vous dire que :

- son organisation n'a payé aucun FNI et aucun timbre en 1988,
- en 1989, seuls 1300 FNI et 4000 timbres ont été payés par le SGPEN-CGT
- en 1990, par contre 10500 FNI et 1,8 timbres/carte ont été payés.
- en 1991 à nouveau aucun FNI payé, ni aucun timbre.

Je vous le demande : est-ce que la CGT ne vit qu'une année sur 3 ? Curieusement d'ailleurs l'année prise en compte pour la représentation au congrès confédéral ?

UN MOT A PROPOS D'INDEPENDANCE

Louis VIANNET insistait, avec raison, sur la nécessité d'indépendance aussi vis-à-vis des pouvoirs, du patronat, c'est un aspect sur lequel il faut insister.

En effet, aujourd'hui les patrons, les directions d'organismes tentent d'engluer les organisations syndicales dans divers commissions, groupes de travail. Ils veulent ainsi associer les syndicats à la mise en oeuvre de la politique du pouvoir.

Il nous faut être vigilants et attacher autant d'importance à l'indépendance vis-à-vis de tous les pouvoirs, qu'à celle vis-à-vis des partis et des églises.

SUR UNE PRATIQUE GOUVERNEMENTALE

Je veux pour conclure vous faire part d'une pratique scandaleuse du gouvernement.

Non contents de refuser aux agents l'application d'un droit (le Supplément Familial de Traitement), ces messieurs et dames du gouvernement, suivis par ceux de la direction du CNRS, vont chercher leurs arguments dans les poubelles de l'histoire !

En effet, pour appuyer leur refus, le gouvernement et la direction s'appuient sur un texte de 1941, commis par le régime de Vichy (texte qui a été frappé de nullité par une ordonnance d'août 1944).

Nous ne savons si ces messieurs et dames au pouvoir ont lu jusqu'au bout cette loi de 1941 fixant le statut des fonctionnaires.

Nous l'avons fait.

Ce texte en son article 25 cite parmi les conditions exigées pour être fonctionnaire : "...jouir de ses droits civiques, compte tenu des lois portant statut des juifs et des dispositions spéciales concernant les indigènes non citoyens...".

Autre extrait (article 26) "*les femmes ont accès aux emplois publics dans la mesure où leur présence dans l'administration est justifiée par l'intérêt du service...*".

Ce texte rendait également illégaux les syndicats et la grève.

Par ce comportement, le gouvernement apporte des arguments à la droite et à l'extrême droite raciste, en considérant le régime de Vichy comme une époque banale de notre histoire. Le "détail" n'est pas très loin !

Ainsi donc le gouvernement est prêt à s'abaisser jusqu'à l'indignité plutôt que de répondre favorablement à une demande légitime des agents de l'état !

CARTON ROUGE !

COMPTE RENDU DU 44ème CONGRES CONFEDERAL

Nous ne ferons pas ici un compte rendu exhaustif des débats du congrès. Nous invitons les camarades à lire les résumés des interventions et les rapports dans les numéros spéciaux du "Peuple" (nous recommandons tout particulièrement la lecture de l'intervention finale de Henri Krasucki). Nous nous bornerons aux éléments qui nous ont semblé les plus importants.

Les progrès de la démocratie dans la vie syndicale.

Le débat a porté sur trois points :

- comment faire progresser la participation des adhérents à la vie de leur syndicat ? La grande majorité des intervenants ont reconnu cette nécessité mais trop souvent sans analyse lucide, donc critique, de l'activité syndicale ; plus nombreux ont été ceux qui nous ont fait part de leurs

succès (électoraux ou en termes d'adhésions) que ceux qui ont avoué et étudié leurs difficultés. On en est resté trop souvent, dans le débat, à la critique des "pratiques délégataires" (justifiées quand il s'agit de fustiger ce que le document dénonce avec juste raison dans les paragraphes 706 à 711) sans, la plupart du temps, aller au fond du débat, celui de la démocratie, du respect et du contrôle du mandat élaboré et discuté collectivement.

- comment être un syndicat qui exprime les revendications au plus près du vécu, des besoins des travailleurs ? Ce problème n'est pas seulement posé par la baisse inquiétante des effectifs de syndiqués à la CGT. Certains succès acquis dans des conditions difficiles montrent cependant que les travailleurs n'ont pas baissé les bras et l'exemple des travailleurs du nettoyage est éclatant de ce point de vue. Se pose cependant avec acuité le problème de la faible syndicalisation des jeunes même si la présence de quelques jeunes combatifs montrait que là aussi rien n'est perdu ;

- comment faire progresser la démocratie dans les instances de la CGT ? Quelques délégués ont attaqué avec force les pratiques antidémocratiques de certaines directions fédérales ; mais le débat le plus important a porté sur les parties du projet d'orientation qui tentent d'analyser les freins à la syndicalisation : les

"dures conditions du combat" mais aussi les freins qui se "trouvent en nous-mêmes, dans certaines conceptions élitistes du syndicat, dans des pratiques d'étroitesse, qui conduisent à un certain monolithisme... une pratique de camarades se considérant "en mission" dans la CGT ou gardien d'une "orthodoxie" étrangère à la CGT" (P.707 à 711). Il a fallu que deux membres du bureau confédéral dont H. Krasucki, mettent tout leur poids pour maintenir ces passages du projet d'orientation

Un débat plus ouvert.

Un Congrès peut être conçu comme une grande messe unanimiste, ce fut un temps la mode. Il peut être aussi un lieu où l'on fait le point, où l'on débat, où l'on tente de faire avancer les choses. C'est le cas cette fois.

Le rappel des luttes, des dures conditions de vie et de travail de la majorité des salariés, du chômage, de la répression patronale, des faibles salaires, montrent à quel point il est nécessaire que le syndicalisme soit à l'écoute, débattenne afin de rester un outil pour vaincre.

On peut regretter que les analyses et les propositions ne foisonnent pas davantage à l'initiative des syndicats représentés, mais il y a eu débat, il y a une volonté de démocratiser et c'est pour nous fondamental. C'est la raison pour laquelle au moment du vote sur le document d'orientation nous avons réparti nos voix entre le vote pour et l'abstention. Une exception pour le rapport d'activité : nous avons voté contre.

En effet, concernant la pratique syndicale, dans le rapport d'activité il n'y a aucun élément autocritique sur la période vécue depuis le 43ème Congrès, notamment il n'intégrait aucune des analyses du CCN de juin. C'est ce qui nous a conduit à voter contre. (ce n'est que plus loin, dans le Congrès, que Henri Krasucki a indiqué dans son intervention finale que les rapports faits au CCN de juin étaient partie intégrante du rapport d'activité).

Mais des sources d'inquiétude.

Une première inquiétude : la tentation technocratique, en particulier au niveau des UD et de certaines fédérations.

Plus grave : l'enfermement non critique dans les différences produites par le système capitaliste. C'est le sens de la litanie "identitaire" particulièrement forte à l'UGICT et à l'UGFF. Nous n'avons pas été les seuls à refuser cette conception éclatée du syndicalisme. Si nos amendements relatifs aux identités professionnelles ont été repoussés, nous avons noté que la commission des amendements a dû retenir la référence à la "communauté d'intérêts" dans le titre 132 (à l'origine "identités professionnelles,

expressions catégorielles et convergences" devenu "identités professionnelles, expressions catégorielles, convergences et communauté d'intérêts").

Les nouveaux champs de syndicalisation : les enseignants, un débat significatif.

Le rapport de Louis Viannet sur la syndicalisation des enseignants a suscité des remous au sein de la FERC (voir annexe). L'UNSEN avait en effet proposé la possibilité d'ouvrir la CGT à l'ensemble des enseignants. L'intervention de non-enseignants a beaucoup pesé en faveur du demi succès de l'UNSEN (voir résultats en annexe).

Ce débat nous en a rappelé d'autres concernant la syndicalisation des Chercheurs et la création d'un syndicat de division : les arguments avancés pour refuser la syndicalisation des enseignants sont les mêmes que ceux qui nous ont été opposés pour nous empêcher d'ouvrir notre champ de syndicalisation aux chercheurs. Ce qui n'a pas empêché ceux qui argumentaient alors de la sorte de créer et/ou de soutenir l'existence d'un syndicat de chercheurs CGT. "Bizarre, vous avez dit bizarre ? Comme c'est bizarre...".

Sur la recherche.

Nos amendements n'ont certes pas été intégralement retenus. Mais la commission des amendements a effectué un travail qui aurait dû être fait au moment de l'élaboration du document revendicatif, notamment en sollicitant les syndicats du secteur recherche. Le document final donc a été enrichi de nos propositions. Ainsi nous avons noté la référence aux organismes nationaux de recherche, à la recherche fondamentale et à l'idée d'évaluation des recherches..

Le débat reste à mener sur les points suivants :

- la difficulté des instances confédérales à comprendre l'enjeu d'une cohérence nationale et d'instances nationales d'évaluation de la recherche ;

- en corollaire, les illusions qu'elles entretiennent sur la régionalisation de la recherche sans souci d'une cohérence nationale ;

- leur frilosité quant au financement de la recherche sur le budget de l'Etat et les risques d'un assujettissement de la recherche publique aux intérêts des entreprises, ceci au nom d'une vision utilitariste de la recherche publique ;

- la mauvaise appréciation des dangers que court actuellement la recherche, la sous-estimation des attaques dont elle est l'objet .

Notons que les propositions lyonnaises de restructuration du texte sur la démocratisation du financement ont été retenues !

Une nouvelle direction confédérale.

Un Bureau confédéral renoué, mais une Commission Exécutive Confédérale lourde.

La CE confédérale élue par le Congrès est plus nombreuse : 126 membres. Alors que l'objectif fixé initialement était de la réduire de 144 à 100 membres. Nous ne savons pas les raisons précises qui ont empêché d'atteindre cet objectif.

Nous n'avons pas voté pour ceux qui ont été à l'origine de la création de l'USCA. Pour être clair : aucun mandat du SNTRS-CGT n'a été porté sur les candidatures UGFF (T.Hirzberg et A.Villa).

Henri Krasucki quitte le Bureau Confédéral et la C.E., Georges Séguy quitte la CE : une page de l'histoire de la classe ouvrière et de la CGT est tournée. Souhaitons qu'innombrables soient encore les pages à écrire et que nombreux nous soyons à les rédiger.

LE NOUVEAU BUREAU CONFEDERAL

- | | |
|------------------------|--|
| * . Louis Viannet | Secrétaire Général de la CGT. |
| * . Gérard Alezard | Ensemble des activités et des questions économiques. |
| * . Lydia Brovelli | Administrateur de la CGT. |
| . Michèle Commergnat | Politique et Action Revendicatives, Luites, Emploi, Formation. |
| * . André Deluchat | Directeur du "Peuple", Institut d'Histoire Sociale |
| . Maïté Demons | Secrétaire nationale de l'UGICT, Recherche/Technologie. |
| * . François Duteil | Directeur de "la Vie Ouvrière". Responsable du CCJ. |
| . Maurice Lamoot | CE / Sport / Cadre de Vie / Economie Sociale. Participant à l'activité Emploi/Formation. Représentant de la CGT au Bureau de l'UNEDIC. |
| * . Jacqueline Léonard | Santé / Protection sociale. |
| * . Jeanine Marest | - impulsion du travail du Secrétariat du Bureau Confédéral, composé de Louis Viannet, Jeanine Marest, Lydia Brovelli, François Duteil, Alain Obadia, et des camarades de la coordination du Bureau Confédéral dont elle a la responsabilité. - Liaisons/Coopérations (Fédérations - UD - Régions - Cadres syndicaux). |
| . Didier Niel | - CCEO - LDAJ. (Libertés, Droit, Action Juridique) |
| * . Alain Obadia | - Communication interne et externe de la CGT. - Service de presse, en articulation avec le Bureau Confédéral et le Secrétaire Général de la CGT. - Concertations régulières avec les journaux confédéraux. - Coordination des publications confédérales. - Culture. |
| * . Alphonse Véronèse | - Ensemble des activités et relations internationales. - Collectif "Communauté Européenne" agissant en liaison avec l'activité internationale d'ensemble et avec les Comités régionaux CGT. - Paix & Désarmement. - Travailleurs migrants. |
| . Bernard Vivant | Organisation / Vie Syndicale. |

* Elus sortants.

AMENDEMENTS AU DOCUMENT REPERES REVENDICATIFS

P.32

...4^{ème} ligne après "menées par l'entreprise;" ajouter:
dans le cas de projets menées avec un organisme de recherche publique, les instances d'évaluation de celui-ci doivent également être informées et consultées;
-la libre circulation des idées et des informations est une nécessité fondamentale pour la recherche scientifique.

"développer les échanges entre..."

..."Les efforts nationaux et régionaux de recherche, d'enseignement supérieur et ceux de chaque secteur industriel doivent être coordonnés" et évalués nationalement.

Accroître et réorienter l'effort de recherche

Après "Ce qui implique", ajouter: pour ce qui concerne la recherche développement:

après ...nationale d'instrumentation, rajouter un alinéa :

L'effort de recherche ne doit pas porter uniquement sur les applications industrielles. Il est nécessaire de développer la recherche fondamentale et plus généralement les secteurs de recherche sans application immédiate dans tous les domaines de la connaissance. Ce rôle revient tout particulièrement aux organismes nationaux de recherche et aux universités. Cela nécessite que l'indépendance de ces organismes soit préservée, que leur financement soit assuré par le budget de l'Etat et que la cohérence nationale soit renforcée. La régionalisation de la recherche publique, telle qu'elle est menée, risque en effet d'aboutir à sa dispersion, à sa redondance et menace sa qualité.

Assurer un financement démocratique de la recherche :

restructurer le texte

... La CGT revendique :

- d'une manière générale :
- de porter...
- de réorienter... civils de recherche ;

- pour la recherche publique :
- d'accroître le financement de la recherche publique. Ce financement doit être assuré par le budget de l'Etat.

- pour la recherche menée par les entreprises :
- supprimer "l'ouverture par les banques de crédits pour financer la recherche" (explication : ce n'est pas aux syndicats de faire ce genre de propositions)
- le contrôle par la nation...
- la réforme des formules...

AMENDEMENTS AU DOCUMENT D'ORIENTATION

446

Le secteur et le service publics regroupent des activités de production (dans les entreprises industrielles nationalisées), des services à la nation (recherche, enseignement, santé, communication, transports, énergie...), des services liés au fonctionnement de l'appareil d'Etat (administrations, municipalités, services des impôts etc...) et des services financiers.

Explication : la recherche ne prolonge pas la production. Elle ne saurait être analysée uniquement par rapport à celle-ci. Elle est un service aux citoyens. L'enseignement n'est pas qu'une instance de formation. Eviter une vision trop utilitariste de l'école. En français, le terme enseignement englobe la formation, l'inverse n'est pas vrai.

449 bis (rajout)

Les missions du service de recherche publique doivent assurer les transferts des connaissances et des résultats vers la société (dont les entreprises, mais pas seulement elles), et garantir le développement de la recherche fondamentale, ce qui implique :

- l'indépendance des organismes de recherche, assurée par leur financement sur budget de l'Etat ;
- une évaluation nationale par des instances démocratiques dans un objectif de cohérence nationale qui garantisse la qualité et permette d'éviter les dispersions et les redondances ;
- la liberté de circulation des idées et des informations qui est une nécessité fondamentale pour la recherche scientifique ;
- des statuts établis et garantis nationalement, qui inscrivent le travail de recherche dans la durée.

223

Fin du paragraphe : ...solidarité entre les salariés (remplace solidarité nationale).

432

2^{ème} phrase : remplacer : ...il est nécessaire de modifier les mécanismes... jusqu'à choix de gestion, par il faut maintenir le principe du financement de la Sécurité Sociale par le salaire différé en excluant toute fiscalisation. Il faut annuler toutes les mesures contraires, en particulier la CSG, faire payer les dettes patronales et faire cesser les multiples exonérations dont il bénéficie. C'est d'abord du chômage et de la baisse de pouvoir d'achat que souffre la protection sociale et non de trop de prestations.

526

Exclus du système scolaire ou peu diplômés... jusqu'à bas salaires. Cette dégradation touche désormais y compris les très diplômés.

Explication : les jeunes sont très inégalement touchés par le chômage et les bas salaires.

Si les très diplômés n'y échappent plus, ils n'y sont pas massivement soumis comme les jeunes non ou peu diplômés.

367, 506, 575, 580

Supprimer les questions : il s'agit à chaque fois de fausses oppositions.

132 à 142 : Réécriture

132

Catégories professionnelles et communauté d'intérêts entre les salariés.

133

Dans les luttes de ces dernières années, les revendications catégorielles ont pris une force grandissante.

134

Supprimer.

135

Le patronat cherche en permanence à mettre les salariés en concurrence et à les opposer selon des catégories ou les sites. Bien entendu les différences de métiers, de qualifications et de branches professionnelles existent et peuvent se traduire par des aspirations à tel ou tel moment.

136

Garder mais supprimer : nouvelles après solidarités.

137, 138 : Garder.

139

Ne garder que la première phrase. Le reste n'apporte rien.

140, 141

Supprimer. N'apporte rien.

148 à 152 compris : réécriture.

148 : La prise en compte des besoins.

149-152

L'action syndicale, pour contrer les tentatives de division opérées par le patronat et le gouvernement doit rassembler les salariés à partir de leurs besoins et aspirations diversifiés. Elaborer les revendications avec les salariés et contribuer à surmonter les contradictions par l'action commune doivent rester le souci permanent de nos organisations.

Explication : nous réfutons la notion de convergence d'intérêts au profit de la notion de communauté d'intérêts telle qu'elle est utilisée au point 64.

LES VOTES

Les votes sur le rapport d'activité :

POUR : 458 695 voix

CONTRE : 3 623 voix

ABSTENTIONS : 9732 voix

Le SNTRS a mis toutes ses voix CONTRE.

Les votes sur les amendements du document d'orientation concernant la syndicalisation des enseignants.

POUR l'amendement FERC : 85 230 voix

(ouvrir le champ de syndicalisation aux enseignants)

CONTRE : 283 812 voix

ABSTENTIONS : 108 124 voix

Les votes sur le document d'orientation

Toutes les voix du SNTRS-CGT se sont portées POUR.

Les votes sur le document d'orientation et repères revendicatifs.

POUR : 439 507 voix

CONTRE : 5 511 voix

ABSTENTIONS : 19 338 voix

Les voix du SNTRS-CGT se sont réparties en 2/3 POUR et 1/3 ABSTENTIONS.

CE QUI A ETE REPRIS PAR LE CONGRES

DOCUMENT D'ORIENTATION

Le point 1.3.2. du document d'orientation devient : *identités professionnelles,*

Identités professionnelles, expressions catégorielles, convergences et communauté d'intérêts

Le reste du chapitre sans changement.

Le 4.4.6 devient

Le secteur et le service publics regroupent des activités de production et de services de nature diverses industrielles, financières, de recherche, d'enseignement, d'administration, de santé, de communication, de transports, d'énergie... au bénéfice de la collectivité nationale dans ses dimensions globales et territoriales.

Le 5.2.6. devient

Exclus du système scolaire ou peu diplômés, elles et ils connaissent massivement le chômage, la précarité, les petits boulots, les bas salaires. Cette dégradation touche désormais aussi les très diplômés. Ces situations, la profondeur de la crise dans laquelle ils sont nés, les cités où ils vivent majoritairement, marquent profondément leur conscience, leurs aspirations, leurs comportements.

DOCUMENT REPERES REVENDICATIFS

Démocratiser la Recherche

Cela nécessite que :

- *les travailleurs scientifiques soient partie prenante dans toutes les décisions sur les politiques de recherche qui les concernent ;*
- *les comités d'entreprise soient informés et consultés sur les recherches et actions de coopérations scientifiques et technologiques menées par l'entreprise, y compris dans le cas de projets menés avec un organisme de recherche publique, les instances de celui-ci doivent également être informées et consultées sur les mêmes bases.*
- *le code du travail soit amélioré sur l'expertise technologique, l'information et la consultation sur les activités de recherche de l'entreprise.*
- *les libertés de circulation des idées soient élargies et garanties, notamment par le développement des publications et des modes d'acquisition des brevets.*
- *Développer les échanges et coopérations entre formation-recherche et activités économiques.*

L'élaboration, la diffusion et la mise en oeuvre des connaissances constituant un processus dynamique et continu, il est indispensable que les salariés puissent passer d'une activité à une autre pour transmettre ou acquérir des connaissances.

Les efforts nationaux et régionaux de recherche, d'enseignement supérieur et ceux de chaque secteur industriel doivent être coordonnés et évalués.

Accroître et réorienter l'effort de recherche

Ce qui implique pour ce qui concerne la recherche développement :

- *une contribution des grandes entreprises publiques et privées ;*
- *de partir de l'ensemble des centres techniques attachés à chaque filière productive ainsi que des centres régionaux de recherche et d'innovation ;*
- *la participation de l'industrie nationale d'instrumentation.*

- l'effort de recherche ne doit pas porter uniquement sur les applications industrielles. Il est nécessaire de développer la recherche fondamentale et plus généralement les secteurs de recherche sans application immédiate dans tous les domaines de connaissance. Ce lien revient tout particulièrement aux organismes nationaux de recherche et aux universités.

Assurer un financement démocratique de la recherche

Pour répondre aux besoins de recherche, la CGT revendique :

- d'une manière générale :

. de porter la part des dépenses nationales consacrée à la recherche à 3% du produit national brut.

. de réorienter des crédits de recherche militaires vers les budgets civils de recherche ;

- pour la recherche publique :

. d'accroître le financement de la recherche publique ;

- pour la recherche menée par les entreprises :

. l'ouverture par les banques de crédits pour financer la recherche ;

. le contrôle par la nation des décisions d'aides publiques et leur utilisation ;

. la réforme des formules de parafiscalité correspondantes.

Réponses à des questions

Louis Viannet, secrétaire de la CGT

La question de la syndicalisation des enseignants a été clairement posée par une intervention présentée devant le congrès et portée par un intervenant dont la qualité d'instituteur tendrait à accréditer l'idée que le problème de la syndicalisation des enseignants est réglé pour la CGT. Evidemment, ce n'est pas la première fois que nous avons dans nos instances, CCN, CE, congrès même, des discussions sur cette question. Il est vrai que les conditions historiques qui ont marqué les positions de la CGT vis-à-vis de la syndicalisation des enseignants, se sont effectivement atténuées pour les unes et considérablement modifiées pour les autres, et qu'il est, à partir de là, nécessaire de bien partir des réalités d'aujourd'hui.

Pour autant, cette prise en compte du réel ne peut se régler par le simple énoncé du principe : si tous les salariés ont le droit d'être syndiqués à la CGT, alors pourquoi pas les enseignants. Pourquoi cela ne peut pas se régler au travers du seul énoncé de ce principe ? Eh bien, camarades, parce qu'il y a dix ans nous avions aussi ce même principe-là, ce n'est pas un principe d'aujourd'hui, c'est le principe de toujours de la conception de la CGT : nulle condition pour se syndiquer autre que celle d'être salarié. Et la réponse que nous avons apportée, dans des conditions historiques données et pour des raisons historiques très précises, ne correspondait effectivement pas à ce principe.

Nous sommes en capacité d'appréhender la question de l'enseignement, de la formation initiale et continue.

C'est pourquoi nous considérons que la réponse à donner au problème posé doit être la réponse d'aujourd'hui, à partir des réalités d'aujourd'hui, allant au-delà de la simple prise en compte de l'existence dans le syndicalisme enseignant d'une tendance

Unité-Action qui s'affirme effectivement comme portant une conception d'un syndicalisme de lutte proche du nôtre. Pour autant « unité-action » n'est pas la CGT ; je dirais même que, justement en fonction de ce que nous voulons faire de notre syndicalisme CGT, nous serions coupables d'accréditer l'idée qu'il pourrait y avoir un partage des rôles ou qu'il pourrait y avoir quelque part un correspondant CGT. Non, rien de tout cela ! Et nous ne pouvons pas non plus laisser s'accréditer l'idée que la CGT ne saurait ni ne pourrait appréhender la question de l'enseignement, de la formation – et, pas seulement de la formation continue, mais aussi, de la formation initiale – du fait de l'absence de syndicalisation des enseignants dans ses rangs. C'est même tout le contraire. Je crois que la bataille conduite par la direction confédérale et par le secteur qui anime les problèmes de l'enseignement-formation pour faire prendre en compte toutes ces questions par l'ensemble des organisations de façon à les faire prendre en compte par les syndiqués et les porter en débat par les salariés est non seulement un combat juste, nécessaire mais qu'il doit être conduit avec une vigueur accrue, tout simplement compte tenu de l'enjeu que représentent ces questions.

Cela dit, notre fédération FERC, en pleine connaissance des positions confédérales et sur la base légitime du fédéralisme, a ouvert ses portes aux enseignants, et notamment aux instituteurs, en 1986. Alors, autant jeter un regard lucide sur cette situation ; pour constater quoi ? Pour constater que l'impact de cette décision, même si effectivement le comportement est assorti d'une retenue évidente, l'impact faible de cette décision, montre que nous sommes face à un problème complexe dont l'évolution, pour ne pas dire la solution, ce qui serait complètement prétentieux, ne dépend ni d'une décision confédérale ni d'un quelconque appel spectaculaire. Tout confirme – et je crois que le prochain congrès de la Fédération de l'éducation nationale dans les semaines qui viennent va aussi le confirmer – que les enseignants dans leur ensemble, et ceux du primaire en particulier, sont au total traversés, eux aussi, par un certain nombre de questions fortes qui recoupent largement celles qui sont en débat dans notre 44^e congrès et qui touchent à leur identité, qui touchent à la conception du syndicalisme, qui touchent aux interrogations qu'ils ont, y compris sur leur place aujourd'hui dans la société.

Il est donc décisif, en pleine cohérence d'ailleurs avec ce que nous disons nous-mêmes de notre propre conception, de tenir compte, pour ne pas dire de partir, de ce que pensent

les enseignants, de ce que sont leurs aspirations, leur vécu et la manière dont, massivement, ils envisagent – ou ils réfléchissent – sur leur syndicalisme. Et cela en tenant compte d'une chose, c'est qu'une caractéristique du syndicalisme enseignant depuis le début de sa longue histoire a toujours été de privilégier son unité de syndicalisme enseignant plutôt qu'une adhésion à une confédération, même si cela a toujours conduit à des débats difficiles.

Aujourd'hui, les éléments de crise se multiplient. Crise du système éducatif, mutations qui vont aller en s'amplifiant dans le milieu enseignant, et les coups de boutoir qui en résultent contre la situation des personnels provoquent des réactions vives à l'encontre de la démarche d'accompagnement du syndicalisme impulsé par les dirigeants majoritaires de la Fédération de l'éducation nationale. Face à tous ces problèmes internes, très forts, très vifs, il n'appartient pas à la CGT d'affirmer une quelconque volonté d'ingérence dans ce qui se passe à l'intérieur de la Fédération de l'éducation nationale, sinon nous risquerions de susciter des réactions très vives qui iraient exactement à l'opposé de ce vers quoi nous voulons aller. Les problèmes internes à la Fédération de l'éducation nationale, c'est l'affaire des enseignants. L'évolution va sans doute s'accélérer rapidement, et les enseignants vont se trouver placés devant de nouveaux choix. Rien ne dit que, dans ces choix, la CGT pourra, ou ne pourra pas, occuper une grande place, d'autant que l'impossibilité dans laquelle nous sommes de développer notre démarche revendicative telle que nous la concevons constitue effectivement un handicap pour pouvoir être perçus comme nous mériterions de l'être. Cela dit, nous sommes disposés à œuvrer chaque fois que c'est possible à l'émergence de revendications rassembleuses à partir du besoin de service public de l'éducation nationale, à partir de toutes les questions dans lesquelles se forge une communauté d'intérêts très forte entre les personnels de l'enseignement et les personnels de la fonction publique et du secteur public, à rechercher, lorsque c'est possible, des convergences revendicatives sur les problèmes de l'enseignement et de la formation. Dans cette situation – et la décision de la FERC lui appartenant et constituant un élément nouveau –, toute autre formulation conduirait à une cristallisation domageable qui pourrait même hypothéquer l'avenir à notre détriment et ce n'est vraiment pas ce que nous recherchons.

Intervention de la FERC, au 44ème Congrès Confédéral sur les amendements concernant la syndicalisation des enseignants

Louis a consacré beaucoup de temps, dans ses réponses, à cette question, c'est donc signe que c'est important, c'est pourquoi je me permets de prendre un peu du temps du congrès.

Je ne me lancerai pas dans des analyses pointues de la réalité, nous n'en avons pas le temps, mais m'en tiendrai aux principes qui fondent notre démarche et le premier suffit à tous les autres.

Il faut faire ce que nous disons, il faut que nous soyons conformes à nos statuts, nos orientations. C'est une question de cohérence et de crédibilité. Si nous voulons **gagner** nous ne passerons pas à travers, car les exceptions dans ce cas ne confirment pas la règle.

Nous prétendons à être plus de classe. Mais, camarades, être plus de classe, c'est lutter plus contre le patronat qui est, avec l'aide du gouvernement, en train de mettre sous tutelle l'ensemble du système éducatif et nous pensons, sérieusement, lutter contre lui sans ceux qui sont au coeur des enjeux : les enseignants ! C'est vraiment vouloir rénover l'hôpital sans les infirmières, défendre les postes sans les postiers et j'en passe. Et le 4, contre l'apprentissage, ce sont quand même nos camarades des Lycées Professionnels qui seront dans la rue.

Nous prétendons être plus de masse, être le syndicat de tous et nous nous privons, contrairement à tous nos principes, pour des raisons historiques, d'un champ d'intervention de 700 000 salariés !

Nous prétendons à être plus indépendants et nous faisons dépendre des syndicats U et A notre stratégie. Qu'on le veuille ou non, nous déléguons à d'autres notre responsabilité !

Mais au nom de quoi, je vous le demande. Et sur cette question, ce serait vraiment méconnaître le milieu et Louis l'a souligné, à juste titre, U et A ne peut être un substitut à la CGT. Comme dit une Pub, ça ressemble à, ça la couleur de, mais ce n'est pas...

Mais alors, est-ce que sous prétexte que nous sommes infinitésimaux dans la police nous envoyons nos camarades aux autonomes, ce truc là camarades il date des années 50 mais il n'a pas, on peut le regretter, fait preuve d'une efficacité terrible.

Nous prétendons à être plus unitaires, rassembler mais pour cela il faut exister, intervenir, faire connaître nos propositions. Si nous ne nous organisons pas, nous laissons place au réformisme et là, le coup du souci des enseignants de préserver leur unité, c'est devenu une vieille lune. Toutes les confédérations existent sur le terrain, la FEN n'est plus majoritaire dans le milieu, seule la CGT est absente, sauf dans les Lycées Professionnels.

Nous prétendons à être plus démocratique et nous disons, il faut voir la réalité, partir de ce que pensent les enseignants ; faudrait-il pour le savoir les rencontrer, et

quand ils viennent pour adhérer dans les UD et UL ne pas les renvoyer à la FEN ou, quand la FERC présente des candidats, ne pas envoyer une lettre confédérale aux UD pour leur demander de ne pas nous aider.

Dire que dans ces conditions la démarche de la FERC n'a pas eu un impact formidable, me paraît un peu sur le fil, d'autant, déjà qu'en temps normal, vous en connaissez beaucoup des catégories qui trépigent pour venir à la CGT...

Vient d'apparaître un nouvel argument, celui-là on ne nous l'avait pas encore fait, il ne faudrait pas s'ingérer dans la FEN comme s'il elle avait une chasse gardée mais, syndiquer à la CGT, n'est-ce pas le meilleur moyen de combattre sa politique d'accompagnement et ce avec les salariés et non dans des luttes de tendances que, par ailleurs, nous condamnons pour nous-mêmes !

Non, rien dans notre démarche et dans la réalité, ne nous permet d'exclure les enseignants du droit d'être à la CGT, le reste c'est stratégie d'appareil.

Pour conclure, je veux dire que si nous maintenons les amendements ce sera avant tout pour qu'il y ait débat, que la situation justement ne soit pas figée et ce, dans les deux sens.

Nous ne voulons pas d'un appel spectaculaire, et sur ça, nous sommes d'accord avec Louis, il ne réglerait rien, mais il faut qu'il se mette d'accord avec OBADIA qui nous a dit qu'on ne peut faire qu'en grand ? là ? il y a un truc !

Nous, nous sommes de ceux que KOEHLER, dans son rapport, traite de "besogneux".

Ce que nous voulons, c'est simplement lever les blocages.

Positif ou pas, le vote sera indicatif d'une volonté de réfléchir :

- S'il est positif, nous sommes conscients qu'il faudra travailler autrement avec les forces qui luttent dans ce secteur, faire naître les convergences, rassembler, ce que notre fédération, avec ses petits moyens, a commencé à faire. Et, contrairement aux appréciations disant que nous affaiblirions dans la FEN ceux qui luttent contre la recomposition, je pense au contraire, que cela renforcera les luttes, les idées de classe dans le milieu.

- S'il est négatif, le débat aura été ouvert et, de toute façon, la réalité l'emportera. Demain le Bureau confédéral devra conduire une réflexion sérieuse sur cette question, nous pensons qu'il y a urgence. Dans le cadre du fédéralisme, nous continuerons notre petit bonhomme de chemin.

Car nous sommes convaincus que les enseignants ne sont pas des extra-terrestres, nous en avons rencontrés, ils sont normaux, ils ont droit à la CGT pour que vive encore plus notre CGT. C'est vraiment notre seul souci.

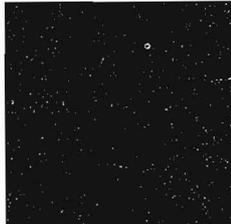
LA VIE DES SECTIONS... VILLEJUIF INSERM

Point sur la situation à l'Institut de Cancérologie et d'Immunogénétique I.C.I.G.

Des actions sont en cours :

- Conférence de presse
- Démarches auprès des pouvoirs publics
- Maintien des 35 emplois de hors statuts gérés par l'association Claude Bernard.

La lettre ci-dessous adressée au Directeur Général de l'INSERM résume la situation.



SNTRS-CGT

25, rue des Chevreuses
91400 ORSAY
Tél. 69 07 60 13

Villejuif, le 24 février 1992

Monsieur le Directeur général,

Nous attirons votre attention sur les événements intervenus récemment concernant l'affaire ICIG et qui nécessitent des prises de décision rapides, en effet : le 27 janvier dernier, la direction de l'Association Claude Bernard (ACB) annonçait aux délégués du personnel de l'ICIG, l'application imminente des résolutions de son conseil d'administration du 3 juillet 1991. Il s'agit là de **menaces de licenciements** qui nous paraissent intolérables au moment où :

-le Conseil Scientifique Régional INSERM de l'île de France sud (CSCRI-IDF-SUD) remet un rapport comportant des propositions concrètes,

-l'arrêt de la cour d'appel concernant le procès intenté par le professeur Mathé à l'ACB n'est pas encore rendu (arrêt prévu le 3 mars prochain),

-le ministère de la recherche et de la technologie relance ce dossier afin de trouver une structure juridique tant pour la gestion des fonds que pour celle des contrats de travail,

-l'ensemble des personnels chercheurs, médecins et ITA travaillent ensemble à l'élaboration de cette structure.

Il est clair que les pouvoirs publics reconnaissent implicitement leur responsabilité dans le règlement de la situation à l'ICIG qui n'a que trop trainé, il est non moins clair que les personnels prennent leurs responsabilités en travaillant à la recherche d'une solution juridique préservant l'emploi, mais force est de constater une fois de plus, l'absence de concertation avec les principaux intéressés.

Nous demandons que :

1/ l'INSERM intervienne auprès de l'ACB en exigeant des mesures conservatoires envers le personnel qu'elle rémunère en demandant si nécessaire la réunion d'un conseil d'administration extraordinaire avec concertation préalable avec les personnels. L'INSERM est en effet en mesure, en tant que membre du CA de l'ACB, de faire pression sur la direction de cette association d'intérêt public, afin qu'elle continue à assumer son rôle d'employeur jusqu'à ce que la structure en cours d'élaboration prenne le relais. **Il est scandaleux pour des raisons éthiques et sociales que des indemnités de licenciement puissent être prélevées sur les dons destinés à la recherche contre le cancer** sachant que les personnels concernés travaillent tous dans des formations soutenues ou ayant été soutenues par l'INSERM et le CNRS, et dont une des finalités principales est la recherche sur le cancer. Nous alerterons l'opinion publique si cela se révèle nécessaire.

2/ Sur un plan plus général, à l'INSERM de prendre des mesures durables pour stabiliser les emplois d'ITA, car l'état d'incertitude auquel le personnel est soumis depuis plusieurs années devient intolérable. Des solutions juridiques, institutionnelles et financières existent et doivent être négociées avec les personnels dans les plus brefs délais. Concernant l'attitude du CNRS et notamment celle de la direction des sciences de la vie, qui bloque toute évolution positive et cohérente du site, comme cela a été relevé par le CSCRI, nous envisageons une consultation de l'ensemble de la communauté scientifique locale afin de l'amener à s'exprimer sur les méthodes de gestion aberrantes du patrimoine national de recherche dans le domaine biomédical.



Avec plus de mille travailleurs scientifiques, le site a besoin d'une véritable politique scientifique. Le SNTRS-CGT met son point d'honneur à contribuer à son émergence, sachant que l'emploi en dépend. L'INSERM doit par tous les moyens, et principalement celui de la concertation avec les représentants des personnels, avec le CSCRI, aider à sa mise en place.

Parce que l'histoire a fait de ce site un phare de la recherche sur le cancer, parce que c'est le souhait de nombreux donateurs, de la population locale et des scientifiques et parce que des forces considérables y demeurent dans tous les secteurs de la recherche sur le cancer : fondamentale, appliquée et clinique, c'est un devoir de trouver des solutions conformes à l'intérêt public.

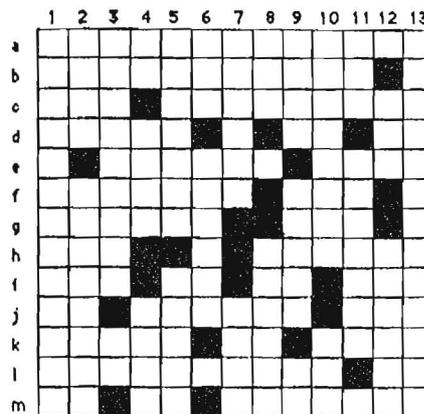
Une fois de plus nous sommes contraints de vous demander une concertation qu'il serait souhaitable d'avoir avant la décision de justice du 3 mars afin de contrer toute mesure pouvant conduire à la déstabilisation des emplois comme cela a été annoncé par les responsables de l'ACB.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma haute considération.

Pour le SNTRS-CGT
et pour la section locale de Villejuif,

JP BAZIN

DELOCALISATION CROISEE



SOLUTION
DANS
LE
PROCHAIN
NUMERO.

Horizontalement :

a. Version INSERM des délocalisations. b. Prétexte avancé pour les délocalisations. c. Agence prête à accueillir les réfractaires à la délocalisation ; période de restriction pour la recherche en région parisienne (RP). d. Hypothèse (optimiste) pour la province, qui s'inverse pour la RP ; en musique ; la fin d'en finir. e. Entraîner la recherche parisienne au fond du gouffre ; qualifie notre analyse. f. Selon Carcopino elles s'écoutaient parler alors que les grecques se regardaient dire (elles s'identifient assez bien à nos gouvernants) ; ville idéale pour se délocaliser. g. Nuancés comme l'arc-en-ciel ; gage de sagesse pour ceux qui en supportent le poids. h. Nos pères le vécurent, la délocalisation ne l'est pas tout à fait ; nécessaires pour s'opposer aux délocalisations. i. Département favorable à la délocalisation ; pour ceux qui connaissent la musique ; nos gouvernants n'en sont pas ; corps professionnel particulièrement atteint par les délocalisations. j. TOC, TUC point commun ; magie incantatoire (on se demande si nos décideurs la pratiquent) ; ce qu'il faut répondre aux délocalisations. k. Langue esquimaude aussi incompréhensible pour nous que celle de nos gouvernants ; centre de l'ordinateur ; bien-né. l. La délocalisation ne peut venir que d'un tel régime de gouvernement ; négation. m. Est à l'origine ; catégorie professionnelle surexploitée ; monture prête à l'emploi.

Verticalement :

1. En province : transformation en unité. 2. S'est abstenu (de négocier) ; se dit d'un lien fonctionnel entre une politique de recherche et l'intérêt de la population (tombe en désuétude). 3. Beaucoup d'unités parisiennes et peut-être provinciales (un peu plus tard) y seront amenées ; incommensurable irrationnel. 4. Unité de temps ; ceintures japonaises (bientôt française ?) ; principe bien connu des chercheurs, reliant les entrées et les sorties d'un système. 5. Endroit où l'on pourrait localiser le plan de délocalisation ; cafés. 6. Vulnérable en période de délocalisation ; homme providentiel qui nous sauvera de ce foutu plan ! 7. Sectateurs (il y en a beaucoup à l'INSERM) ; des emplois qui sont du TOC. 8. La recherche va la perdre ; lécher en son nom. 9. Dispose un piège ; vaut quatre soupirs, les délocalisations en valent plus ; en couple avec elle. 10. Un des aspects importants de la recherche mis en cause par le plan de délocalisation ; nous le demandons pour les mesures prises par le CIAT. 11. Supprimé ; insuffisante pour réparer les lacunes faites dans la recherche. 12. Mélangea ; se dit du plan de délocalisation du fait de ses aspects surprenants. 13. Les actions prévues dans le cadre du plan de délocalisation le sont pour la recherche.

BAREME DES REMUNERATIONS DES PERSONNELS CNRS
VALEUR ANNUELLE DU POINT AU 1/02/92 : 297,84 F

| Supplément Familial de Traitement l'enfant: 15F | | | | | | | | | | | | Indemnité personnelle enseignant (chercheurs uniquement) : 23,33F | | | | | | | | | | | |
|---|----------------------------------|-----------|-----------|----------------------|--------|---------|----------------|----------------------------------|-----------|-----------|----------------------|---|---------|----------------|----------------------------------|-----------|-----------|----------------------|---------|---------|--|--|--|
| INDICE MAJOURE | TRAITEMENT + INDEMNITE RESIDENCE | | | SUPPL. FAM. TRAIT. + | | | INDICE MAJOURE | TRAITEMENT + INDEMNITE RESIDENCE | | | SUPPL. FAM. TRAIT. + | | | INDICE MAJOURE | TRAITEMENT + INDEMNITE RESIDENCE | | | SUPPL. FAM. TRAIT. + | | | | | |
| | 1ERE ZONE | 2EME ZONE | 3EME ZONE | 2 ENF | 3 ENF | PAR ENF | | 1ERE ZONE | 2EME ZONE | 3EME ZONE | 2 ENF | 3 ENF | PAR ENF | | 1ERE ZONE | 2EME ZONE | 3EME ZONE | 2 ENF | 3 ENF | PAR ENF | | | |
| 224 | 5774,85 | 5831,39 | 5558,66 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 313 | 8001,72 | 7848,34 | 7768,66 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 473 | 12092,02 | 11857,22 | 11739,83 | 422,19 | 1039,18 | 734,39 | | | |
| 226 | 5824,52 | 5881,06 | 5609,33 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 314 | 8027,30 | 7871,43 | 7793,50 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 475 | 12143,18 | 11907,39 | 11789,50 | 423,68 | 1043,16 | 737,38 | | | |
| 227 | 5849,35 | 5705,89 | 5634,16 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 318 | 8129,53 | 7971,87 | 7892,75 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 483 | 12347,72 | 12107,96 | 11988,08 | 429,64 | 1059,04 | 749,28 | | | |
| 230 | 5923,77 | 5780,31 | 5708,58 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 319 | 8155,10 | 7996,75 | 7917,58 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 484 | 12373,29 | 12133,03 | 12012,91 | 430,38 | 1061,03 | 750,77 | | | |
| 231 | 5948,60 | 5805,14 | 5733,41 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 322 | 8231,76 | 8071,92 | 7992,00 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 486 | 12424,37 | 12183,12 | 12062,50 | 431,87 | 1065,00 | 753,75 | | | |
| 232 | 5973,44 | 5829,98 | 5758,25 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 325 | 8308,49 | 8147,16 | 8068,50 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 487 | 12449,66 | 12208,20 | 12087,33 | 432,62 | 1066,98 | 755,24 | | | |
| 235 | 6047,85 | 5904,39 | 5832,66 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 327 | 8359,84 | 8197,32 | 8116,16 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 489 | 12501,10 | 12258,37 | 12137,00 | 434,10 | 1070,96 | 758,21 | | | |
| 236 | 6072,69 | 5929,23 | 5857,50 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 330 | 8436,29 | 8272,48 | 8190,58 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 497 | 12705,58 | 12458,65 | 12335,50 | 440,06 | 1086,84 | 770,12 | | | |
| 237 | 6097,52 | 5954,06 | 5882,33 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 332 | 8487,45 | 8322,65 | 8240,25 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 498 | 12731,13 | 12483,83 | 12360,33 | 440,81 | 1088,82 | 771,61 | | | |
| 238 | 6122,35 | 5978,89 | 5907,16 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 333 | 8513,03 | 8347,73 | 8265,08 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 500 | 12782,30 | 12534,10 | 12410,00 | 442,30 | 1092,80 | 774,60 | | | |
| 240 | 6172,02 | 6028,58 | 5956,83 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 336 | 8589,88 | 8422,89 | 8339,50 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 501 | 12807,67 | 12559,17 | 12434,83 | 443,04 | 1094,78 | 776,09 | | | |
| 241 | 6196,77 | 6053,31 | 5981,58 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 339 | 8666,42 | 8498,14 | 8414,00 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 502 | 12833,45 | 12584,25 | 12459,66 | 443,79 | 1096,77 | 777,58 | | | |
| 242 | 6221,60 | 6078,14 | 6008,41 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 340 | 8691,99 | 8523,21 | 8438,83 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 504 | 12884,52 | 12634,34 | 12509,25 | 445,27 | 1100,74 | 780,55 | | | |
| 243 | 6246,44 | 6102,98 | 6031,25 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 342 | 8743,08 | 8573,29 | 8488,41 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 507 | 12981,28 | 12709,58 | 12583,75 | 447,51 | 1106,70 | 785,02 | | | |
| 244 | 6271,27 | 6127,81 | 6056,08 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 343 | 8788,64 | 8598,38 | 8513,25 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 511 | 13063,49 | 12809,83 | 12683,00 | 450,49 | 1114,64 | 790,98 | | | |
| 245 | 6296,10 | 6152,64 | 6080,91 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 344 | 8794,22 | 8623,46 | 8538,08 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 514 | 13140,22 | 12885,07 | 12757,50 | 452,72 | 1120,60 | 795,44 | | | |
| 246 | 6320,94 | 6177,48 | 6105,75 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 347 | 8870,87 | 8698,62 | 8612,50 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 515 | 13185,80 | 12910,15 | 12782,33 | 453,47 | 1122,58 | 798,94 | | | |
| 248 | 6370,52 | 6227,06 | 6155,33 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 348 | 8896,45 | 8723,70 | 8637,33 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 527 | 13472,58 | 13210,98 | 13080,16 | 462,40 | 1148,41 | 814,81 | | | |
| 249 | 6395,35 | 6251,89 | 6180,16 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 351 | 8973,18 | 8798,94 | 8711,83 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 528 | 13498,14 | 13236,05 | 13105,00 | 463,15 | 1148,40 | 816,29 | | | |
| 250 | 6420,19 | 6276,73 | 6205,00 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 352 | 8998,76 | 8824,02 | 8736,66 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 533 | 13625,65 | 13361,37 | 13229,08 | 466,87 | 1158,32 | 823,74 | | | |
| 251 | 6445,02 | 6301,58 | 6229,83 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 353 | 9024,34 | 8849,11 | 8761,50 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 537 | 13728,17 | 13481,61 | 13328,33 | 469,85 | 1168,26 | 829,69 | | | |
| 252 | 6469,85 | 6326,39 | 6254,66 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 356 | 9100,98 | 8924,26 | 8835,91 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 538 | 13753,75 | 13486,69 | 13353,16 | 470,59 | 1168,25 | 831,18 | | | |
| 253 | 6494,69 | 6351,23 | 6279,50 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 360 | 9203,21 | 8954,51 | 8935,18 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 539 | 13779,34 | 13511,78 | 13378,00 | 471,34 | 1170,24 | 832,68 | | | |
| 254 | 6519,44 | 6375,98 | 6304,25 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 363 | 9279,95 | 9099,75 | 9009,68 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 541 | 13830,40 | 13561,85 | 13427,58 | 472,82 | 1174,20 | 835,65 | | | |
| 255 | 6544,27 | 6400,81 | 6329,08 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 365 | 9331,11 | 9149,92 | 9059,33 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 542 | 13855,98 | 13586,83 | 13452,41 | 473,57 | 1176,19 | 837,14 | | | |
| 256 | 6569,10 | 6425,64 | 6353,91 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 366 | 9356,60 | 9174,92 | 9084,08 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 547 | 13983,79 | 13712,26 | 13578,50 | 477,29 | 1188,12 | 844,59 | | | |
| 257 | 6593,94 | 6450,48 | 6378,75 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 373 | 9535,56 | 9350,40 | 9257,83 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 551 | 14086,10 | 13812,58 | 13875,83 | 480,27 | 1194,08 | 850,54 | | | |
| 258 | 6618,77 | 6475,31 | 6403,58 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 376 | 9612,30 | 9425,65 | 9332,33 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 552 | 14111,67 | 13837,66 | 13700,68 | 481,02 | 1196,05 | 852,03 | | | |
| 259 | 6643,60 | 6500,14 | 6428,41 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 377 | 9637,87 | 9450,73 | 9357,16 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 558 | 14285,08 | 13988,87 | 13849,56 | 485,48 | 1207,96 | 860,97 | | | |
| 260 | 6668,35 | 6524,99 | 6453,16 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 379 | 9688,95 | 9500,81 | 9408,75 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 561 | 14341,71 | 14083,24 | 13924,00 | 487,71 | 1213,92 | 865,43 | | | |
| 261 | 6693,19 | 6549,73 | 6478,00 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 380 | 9714,52 | 9525,89 | 9431,58 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 564 | 14418,45 | 14138,48 | 13989,50 | 489,95 | 1219,88 | 869,91 | | | |
| 262 | 6718,02 | 6574,56 | 6502,83 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 382 | 9765,88 | 9576,06 | 9481,25 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 571 | 14597,41 | 14313,97 | 14172,25 | 495,16 | 1233,78 | 880,33 | | | |
| 263 | 6742,85 | 6599,39 | 6527,66 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 383 | 9791,26 | 9601,14 | 9508,08 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 579 | 14801,67 | 14514,45 | 14370,75 | 501,12 | 1249,66 | 892,24 | | | |
| 265 | 6792,52 | 6649,06 | 6577,33 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 388 | 9887,91 | 9676,30 | 9580,50 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 588 | 14980,83 | 14689,94 | 14544,50 | 508,33 | 1263,56 | 902,67 | | | |
| 266 | 6817,27 | 6673,81 | 6602,08 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 388 | 9919,06 | 9726,48 | 9630,18 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 594 | 15185,37 | 14890,51 | 14743,08 | 512,29 | 1279,44 | 914,58 | | | |
| 267 | 6842,10 | 6698,64 | 6628,91 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 391 | 9995,71 | 9801,62 | 9704,58 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 602 | 15389,91 | 15091,07 | 14941,66 | 518,25 | 1295,33 | 926,50 | | | |
| 270 | 6916,80 | 6773,14 | 6701,41 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 394 | 10072,45 | 9878,87 | 9779,08 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 609 | 15586,87 | 15266,59 | 15115,41 | 523,48 | 1309,23 | 936,92 | | | |
| 271 | 6941,44 | 6797,98 | 6726,25 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 396 | 10123,81 | 9927,03 | 9828,75 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 618 | 15747,75 | 15441,97 | 15289,08 | 528,87 | 1323,12 | 947,34 | | | |
| 272 | 6966,19 | 6822,73 | 6751,00 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 397 | 10149,10 | 9952,03 | 9853,50 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 620 | 15850,08 | 15542,29 | 15388,41 | 531,65 | 1331,07 | 953,30 | | | |
| 273 | 6991,02 | 6847,56 | 6775,83 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 400 | 10225,83 | 10027,28 | 9928,00 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 625 | 15977,87 | 15687,62 | 15512,50 | 535,37 | 1341,00 | 960,75 | | | |
| 274 | 7015,85 | 6872,39 | 6800,66 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 401 | 10251,41 | 10052,35 | 9952,83 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 634 | 16207,98 | 15893,26 | 15735,91 | 542,07 | 1358,87 | 974,15 | | | |
| 275 | 7040,69 | 6897,23 | 6825,50 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 402 | 10276,98 | 10077,43 | 9977,68 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 639 | 16335,60 | 16018,10 | 15860,00 | 545,80 | 1368,80 | 981,60 | | | |
| 276 | 7065,52 | 6922,06 | 6850,33 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 408 | 10430,37 | 10227,84 | 10128,58 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 655 | 16544,79 | 16419,65 | 16257,08 | 557,71 | 1400,58 | 1002,42 | | | |
| 277 | 7090,35 | 6946,89 | 6875,16 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 409 | 10455,95 | 10252,82 | 10151,41 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 670 | 17128,29 | 16795,70 | 16629,41 | 568,88 | 1430,35 | 1027,78 | | | |
| 278 | 7115,19 | 6971,73 | 6900,00 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 410 | 10481,44 | 10277,82 | 10176,18 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 677 | 17307,25 | 16971,19 | 16803,16 | 574,09 | 1444,25 | 1038,18 | | | |
| 279 | 7139,94 | 6996,48 | 6924,75 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 413 | 10558,18 | 10353,16 | 10250,88 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 683 | 17480,64 | 17121,60 | 16952,08 | 578,56 | 1456,16 | 1047,12 | | | |
| 280 | 7164,77 | 7021,31 | 6949,58 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 414 | 10583,76 | 10378,25 | 10275,50 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 685 | 17511,71 | 17171,67 | 17001,96 | 580,05 | 1460,13 | 1050,10 | | | |
| 281 | 7189,60 | 7046,14 | 6974,41 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 418 | 10685,99 | 10478,48 | 10374,75 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 693 | 17716,25 | 17372,25 | 17200,25 | 588,00 | 1478,02 | 1082,01 | | | |
| 282 | 7214,44 | 7070,98 | 6999,25 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 423 | 10813,79 | 10603,81 | 10498,83 | 402,09 | 985,58 | 694,18 | 710 | 18150,82 | 17798,36 | 17822,16 | 598,66 | 1509,77 | 1087, | | | |

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

SERVICE DU PERSONNEL

GRILLE INDICIAIRE DES PERSONNELS C.N.R.S.

mise à jour au 01/02/92

CHERCHEURS titulaires régis par le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983.

| GRADES | ECHELONS | | | | | | | | |
|------------------------------------|----------|------|------|------|------|------|------|------|-----|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| Directeur rech. cl. exp. | HED1 | HED2 | HED3 | HEE1 | HEE2 | | | | |
| Directeur rech. 1 ^e cl. | 818 | HEB1 | HEB2 | HEB3 | HEC1 | HEC2 | HEC3 | | |
| Directeur rech. 2 ^e cl. | 655 | 693 | 731 | 773 | 818 | HEA1 | HEA2 | HEA3 | |
| Chargé rech. 1 ^e cl. | 473 | 502 | 561 | 620 | 670 | 718 | 748 | 780 | 818 |
| Chargé rech. 2 ^e cl. | 451 | 458 | 487 | 515 | 542 | 581 | | | |

| CORRESPONDANCE | |
|----------------------|------|
| ECHELLE-LETTRERADICE | |
| H.E.A1 | 878 |
| H.E.A2 | 913 |
| H.E.A3 | 960 |
| H.E.B1 | 960 |
| H.E.B2 | 1001 |
| H.E.B3 | 1055 |
| H.E.C1 | 1112 |
| H.E.C2 | 1136 |
| H.E.C3 | 1161 |
| H.E.D1 | 1161 |
| H.E.D2 | 1214 |
| H.E.D3 | 1267 |
| H.E.E1 | 1267 |
| H.E.E2 | 1317 |

CHERCHEURS contractuels régis par le décret n°80-31 du 17 janvier 1981.

| GRADES | ECHELONS | | | | | | | | |
|--------------------------|----------|------|------|------|------|------|------|------|-----|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| Directeur rech. cl. exp. | HED1 | HED2 | HED3 | HEE1 | HEE2 | | | | |
| Directeur de recherche | 818 | HEB1 | HEB2 | HEB3 | HEC1 | HEC2 | HEC3 | | |
| Maître de recherche | 655 | 693 | 731 | 773 | 818 | HEA1 | HEA2 | HEA3 | |
| Chargé de recherche | 413-449 | 484 | 551 | 620 | 670 | 718 | 748 | 780 | 818 |
| Attaché rech. agrégé | 398 | 437 | 475 | 511 | 538 | | | | |
| Attaché rech. non agr. | 365 | 391 | 428 | 463 | 497 | 528 | | | |

I.T.A. titulaires régis par le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983.

| GRADES | ECHELONS | | | | | | | | | | | | | |
|---|----------|-----|-----|------|------|------|-----|-----|-------|-----|-------|-------|-------|-----|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 |
| Ing. rech. hors cl. | 655 | 731 | 818 | HEA1 | HEA2 | HEA3 | | | | | | | | |
| Ing. rech. 1 ^e cl. | 579 | 655 | 731 | 780 | 818 | | | | | | | | | |
| Ing. rech. 2 ^e cl. | 408 | 434 | 481 | 489 | 511 | 547 | 579 | 618 | 655 | 683 | 710 | | | |
| Ingénieur d'étude 1 ^e cl. | 594 | 616 | 634 | 655 | | | | | | | | | | |
| Ingénieur d'étude 2 ^e cl. | 365 | 382 | 401 | 423 | 445 | 464 | 489 | 507 | 533 | 558 | 571 | 594 | 618 | |
| Assistant Ingénieur | 333 | 348 | 368 | 383 | 400 | 418 | 435 | 450 | 467 | 483 | 498 | 514 | 527 | 537 |
| Technicien 1 ^e cl. | 347 | 366 | 402 | 418 | 439 | 462 | 486 | | | | | | | |
| Technicien 1 ^e cl. prov. | 282 | 302 | 322 | | | | | | | | | | | |
| Technicien 2 ^e cl. | 366 | 391 | 410 | 418 | 439 | 453 | | | | | | | | |
| Technicien 3 ^e cl. | 281 | 288 | 304 | 313 | 327 | 340 | 351 | 365 | 380 | 391 | 409 | * 410 | * 418 | |
| Adjoint technique 1 ^e cl. | 325 | 336 | 344 | 352 | | | | | | | | | | |
| Adjoint technique 2 ^e cl. | 243 | 250 | 259 | 270 | 279 | 290 | 300 | 310 | 318 | 325 | 332 | | | |
| Agent technique 1 ^e niv. | 267 | 272 | 278 | 286 | 297 | | | | | | | | | |
| Agent technique 2 ^e niv. | 230 | 237 | 244 | 249 | 252 | 257 | 260 | 263 | 267 | 272 | * 277 | | | |
| Chargé mission rech. | 504 | 538 | 579 | 625 | 677 | 731 | | | | | | | | |
| Chargé adm. rech. 1 ^e cl. | 514 | 527 | 564 | 609 | 655 | 685 | | | | | | | | |
| Chargé adm. rech. 2 ^e cl. | 398 | 424 | 461 | 497 | 527 | 564 | 594 | | | | | | | |
| Attaché adm. rech. p ^{bl} . | 497 | 527 | 579 | 609 | 655 | | | | | | | | | |
| Attaché adm. rech. 1 ^e cl. | 500 | 541 | 579 | 602 | 639 | | | | | | | | | |
| Attaché adm. rech. 2 ^e cl. | 343 | 363 | 377 | 388 | 410 | 434 | 461 | 486 | | | | | | |
| Attaché adm. rech. stage | 313 | | | | | | | | | | | | | |
| Secr. adm. rech. 1 ^e cl. | 347 | 368 | 402 | 418 | 439 | 462 | 486 | | | | | | | |
| Secr. adm. rech. 1 ^e cl. prov. | 305 | 330 | | | | | | | | | | | | |
| Secr. adm. rech. 2 ^e cl. | 366 | 391 | 410 | 418 | 439 | 453 | | | | | | | | |
| Secr. adm. rech. 3 ^e cl. | 275 | 281 | 298 | 313 | 327 | 340 | 351 | 365 | 380 | 391 | 409 | * 410 | * 418 | |
| Adjt. adm. rech. 1 ^e cl. | 325 | 336 | 344 | 352 | | | | | | | | | | |
| Adjt. adm. rech. 2 ^e cl. | 243 | 250 | 259 | 270 | 279 | 290 | 300 | 310 | 318 | 325 | 332 | | | |
| Agt. adm. rech. 1 ^e niv. | 267 | 272 | 278 | 284 | 290 | | | | | | | | | |
| Agt. adm. rech. 2 ^e niv. | 230 | 237 | 244 | 249 | 252 | 257 | 260 | 263 | 267 | 272 | | | | |
| Agent bur. rech. 1 ^e niv. | 251 | 256 | 262 | 267 | 272 | | | | | | | | | |
| Agent bur. rech. 2 ^e niv. | 224 | 227 | 231 | 236 | 241 | 248 | 251 | 256 | * 257 | | | | | |

* échelons temporaires ou avec maintien de finde antérieur

I.T.A. contractuels régis par le décret n°59-1405 du 9 décembre 1959.

| CATEGORIES | ECHELONS | | | | | | | | | | | | | |
|------------|----------|-----|-----|------|------|------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 |
| O A | 655 | 731 | 818 | HEA1 | HEA2 | HEA3 | | | | | | | | |
| 1 A | 579 | 655 | 731 | 780 | 818 | | | | | | | | | |
| 2 A | 408 | 434 | 481 | 489 | 511 | 547 | 579 | 618 | 655 | | | | | |
| 3 A | 382 | 401 | 423 | 445 | 464 | 489 | 507 | 533 | 558 | 586 | 618 | | | |
| O B | 365 | 379 | 397 | 414 | 438 | 461 | 486 | 501 | 527 | | | | | |
| 1 B | 365 | 379 | 397 | 414 | 438 | 461 | 486 | 501 | 527 | 552 | 571 | 594 | | |
| 2 B | 282 | 302 | 322 | 342 | 356 | 373 | 386 | 402 | 418 | 439 | 462 | 486 | | |
| 3 B | 273 | 280 | 296 | 304 | 319 | 332 | 347 | 365 | 380 | 391 | 410 | 418 | | |
| 4 B | 250 | 257 | 263 | 272 | 279 | 288 | 299 | 306 | 314 | 325 | 332 | | | |
| 5 B | 243 | 250 | 258 | 268 | 274 | 284 | 294 | 302 | 310 | 318 | | | | |
| 6 B | 230 | 236 | 240 | 245 | 251 | 256 | 261 | 267 | 272 | 277 | | | | |
| 7 B | 224 | 231 | 236 | 240 | 245 | 251 | 257 | 259 | 266 | 272 | | | | |
| O D | 396 | 424 | 461 | 497 | 527 | 564 | 609 | 655 | 685 | | | | | |
| 1 D | 339 | 360 | 377 | 396 | 413 | 438 | 461 | 486 | 504 | 527 | 552 | 594 | 639 | |
| 2 D | 287 | 305 | 330 | 353 | 376 | 394 | 418 | 439 | 462 | 486 | | | | |
| 3 D | 273 | 280 | 296 | 304 | 319 | 332 | 347 | 365 | 380 | 391 | 410 | 418 | | |
| 4 D | 240 | 246 | 251 | 255 | 259 | 266 | 272 | 276 | 282 | 287 | 293 | 298 | | |
| 5 D | 236 | 242 | 245 | 249 | 254 | 258 | 265 | 271 | 275 | 280 | 285 | 280 | | |
| 6 D | 224 | 226 | 232 | 235 | 238 | 241 | 245 | 249 | 253 | 257 | | | | |
| 6 D bis | 227 | 231 | 237 | 240 | 244 | 248 | 252 | 256 | 260 | 263 | 267 | 272 | | |

INFOS RETRAITES

● IRCANTEC

UN EXEMPLE A SUIVRE A L'EQUIPEMENT une campagne fédérale pour la défense et l'amélioration de l'IRCANTEC

Acte 1. C'est parti ! La rencontre fédérale du 18 Novembre dernier avait proposé un plan de travail avec plusieurs étapes dont la première était une initiative immédiate d'urgence : l'envoi de MOTIONS qui seraient remises par les Administrateurs CGT à la réunion du Conseil d'Administration, le 17 Décembre.

APPEL ENTENDU : pour la première fois depuis longtemps, un nombre

significatif de MOTIONS nous est parvenu, du Labo Central de Paris et de Nantes, du Labo de Châlons-sur-Marne, des CETE Nord-Picardie, Lyon, Normandie et Centre, Méditerranée, du Congrès du SNPTAS, des DDE de Seine-Maritime et du Val d'Oise, des Voies navigables Nord-Pas de Calais. Le texte en a été lu au C.A. par notre camarade Alfred NIEBERGALL. Un exemplaire a été joint à un

dossier distribué à l'ensemble des Administrateurs.

C'est là un bon début vers l'élargissement de la mobilisation et de l'expression avec la PETITION qui sera lancée en Janvier. Le Collectif IRCANTEC-CGT-Equipement-Environnement se réunira le Mercredi 22 Janvier à Montreuil

Un tract de 4 pages est en préparation.

Valeur du point au 01.01.92 et nouvelle hausse des cotisations

Le refus obstiné des représentants des Ministres d'envisager toute modification du système de calcul des revalorisations périodiques du point condamne sa valeur à se traîner à un niveau inférieur à l'évolution constatée des salaires réels ; elle se trouve de plus en plus distancée par l'indice INSEE des prix...

Reffet de l'indigence du récent

accord salarial signé par les dirigeants des syndicats dociles, la valeur du point a été réévaluée au 1er Juillet 91 à 2,094 Frs et à 2,13 Frs au 1er Janvier 92

Ces chiffres ont été décidés par la représentation interministérielle ; les représentants syndicaux ont voté contre, sauf la CFDT qui s'est abstenue...

Avec la nouvelle augmentation des taux d'appel des cotisations qui passent au 01.01.92 à 125 % des taux théoriques par décision unilatérale et injustifiable des Ministres, se trouve encore aggravée la réalité des cotisations de plus en plus chères pour des retraites de plus en plus affaiblies face aux prix.

Le Sénat étudie les problèmes de l'IRCANTEC et souhaite une Commission d'enquête

Désigné le 24 Septembre 91 pour une mission d'information sur l'IRCANTEC, M. Roger HUSSON, Sénateur RPR de Moselle, après une série d'auditions, a déposé le 4 Décembre une note d'information où on retrouve l'essentiel des analyses de la CGT qui lui avaient été exposées le 28 Novembre par nos camarades Maurice TRUNKENBOLTZ et Hélène STEPNIK. Le Sénateur insiste sur les responsabilités gouvernementales, sur

la dette de l'Etat d'un montant de près de 3 milliards de Frs, sur la dénaturation des principes de répartition, sur le dysfonctionnement de la parité au C.A., sur l'absence de représentants des collectivités comme employeurs, sur le rôle du Ministre du Budget qui «verrouille», sur l'absence de concertation, sur l'Etat qui «ne se comporte pas en employeur mais en autorité régalienn», etc... La note se conclut par le souhait de saisir la Cour

des Comptes (ce que les Administrateurs CGT réclament avec insistance au C.A.).

Nous faisons des réserves sur certains aspects de ce document qui s'interroge sur de fausses pistes (autonomie de l'IRCANTEC, intégration à l'ARRCO-AGIRC du secteur privé) qui dédouaneraient l'Etat et seraient préjudiciables aux affiliés. Mais l'essentiel du texte reflète bien les préoccupations des cotisants et retraités et les exigences de la CGT.

UNE AFFAIRE A SUIVRE TRES ATTENTIVEMENT...

VALEUR DU POINT IRCANTEC AU 1/1/92 : 2,13 F.

● REGIME GENERAL SECURITE SOCIALE

Voir page suivante FICHE H 3 rectificative du MEMENTO.

H 3 .

**LA PENSION
SECURITE SOCIALE**

INDIQUER
ICI VOS
SALAIRES



Actualisation du TABLEAU B, fiche H.3., page 196

**COEFFICIENT DE REVALORISATION DES SALAIRES
POUR LE CALCUL DES PENSIONS VIEILLESSE AU 1^{er} JANVIER 1992**

| Années civiles | Salaires soumis à cotisation (1) | Plafonds annuels en F (2) | Coefficients de revalorisation | Salaires revalorisés (3) | Salaires plafonds revalorisés (4) |
|----------------|----------------------------------|---------------------------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|
| 1948 | | 2 240 | 70,290 | ..... | 157 449,00 |
| 1949 | | 2 580 | 59,415 | ..... | 153 290,70 |
| 1950 | | 2 640 | 52,122 | ..... | 137 602,08 |
| 1951 | | 3 450 | 36,992 | ..... | 127 622,40 |
| 1952 | | 4 440 | 30,827 | ..... | 136 871,88 |
| 1953 | | 4 560 | 30,401 | ..... | 138 628,56 |
| 1954 | | 4 560 | 28,412 | ..... | 129 558,72 |
| 1955 | | 4 740 | 26,185 | ..... | 124 116,90 |
| 1956 | | 5 280 | 23,379 | ..... | 123 448,12 |
| 1957 | | 5 280 | 21,749 | ..... | 114 834,72 |
| 1958 | | 6 000 | 19,161 | ..... | 114 966,00 |
| 1959 | | 6 600 | 17,340 | ..... | 114 444,00 |
| 1960 | | 6 840 | 16,101 | ..... | 110 130,84 |
| 1961 | | 8 100 | 14,000 | ..... | 113 400,00 |
| 1962 | | 9 600 | 12,069 | ..... | 115 862,40 |
| 1963 | | 10 440 | 10,775 | ..... | 112 491,00 |
| 1964 | | 11 400 | 9,708 | ..... | 110 671,00 |
| 1965 | | 12 240 | 9,081 | ..... | 111 151,44 |
| 1966 | | 12 960 | 8,582 | ..... | 111 222,72 |
| 1967 | | 13 680 | 8,127 | ..... | 111 177,36 |
| 1968 | | 14 400 | 7,489 | ..... | 107 841,60 |
| 1969 | | 16 320 | 6,498 | ..... | 106 047,36 |
| 1970 | | 18 000 | 5,901 | ..... | 106 218,00 |
| 1971 | | 19 800 | 5,292 | ..... | 104 781,60 |
| 1972 | | 21 960 | 4,772 | ..... | 104 793,12 |
| 1973 | | 24 480 | 4,410 | ..... | 107 956,80 |
| 1974 | | 27 840 | 3,888 | ..... | 108 241,92 |
| 1975 | | 33 000 | 3,275 | ..... | 108 075,00 |
| 1976 | | 37 920 | 2,786 | ..... | 105 645,12 |
| 1977 | | 43 320 | 2,404 | ..... | 104 141,28 |
| 1978 | | 48 000 | 2,163 | ..... | 103 824,00 |
| 1979 | | 53 640 | 1,973 | ..... | 105 831,72 |
| 1980 | | 60 120 | 1,738 | ..... | 104 488,56 |
| 1981 | | 68 760 | 1,534 | ..... | 105 477,84 |
| 1982 | | 82 020 | 1,372 | ..... | 112 531,44 |
| 1983 | | 91 680 | 1,296 | ..... | 118 817,28 |
| 1984 | | 99 600 | 1,227 | ..... | 122 209,20 |
| 1985 | | 106 740 | 1,178 | ..... | 125 739,72 |
| 1986 | | 112 200 | 1,151 | ..... | 129 142,20 |
| 1987 | | 116 820 | 1,111 | ..... | 129 787,02 |
| 1988 | | 120 360 | 1,082 | ..... | 130 229,52 |
| 1989 | | 125 280 | 1,048 | ..... | 131 293,44 |
| 1990 | | 131 040 | 1,018 | ..... | 133 398,72 |
| 1991 | | 137 760 | 1,000 | ..... | 137 760,00 |

(1) Vous devez inscrire ici les sommes figurant sur votre relevé de carrière.
 (2) Montant du salaire maximal retenu. Si votre salaire annuel dépasse le plafond, vous devez prendre en compte les chiffres inscrits dans cette colonne.
 (3) Pour les obtenir, multipliez votre salaire brut soumis à cotisation par le coefficient de revalorisation correspondant.
 (4) Maximum du salaire pris en compte après application du coefficient de revalorisation correspondant. Les dix meilleures années pour les salariés et non salariés ayant toujours cotisé au plafond sont en fond grise.

MISE A JOUR PARUE DANS BRS N° 290 DE MARS 1992

RASSEMBLEMENT NATIONAL
DE LA PAIX ET DU DESARMEMENT
LE 14 JUIN A PARIS



**APPEL
DES CENT**

17 - 19, Place de l'Argonne
4e étage
75019 PARIS

Tél. 42.09.23.78 - Fax. 42.09.23.50

S O S PROLIFERATION

EN CONSCIENCE DES DANGERS QUE LA PROLIFERATION
DES ARMES NUCLEAIRES FAIT PESER SUR LA PAIX
DU MONDE, NOUS DEMANDONS QUE LA FRANCE PRENNE
L'INITIATIVE D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE
POUR ABOUTIR A UN ACCORD SUR :

1°) l'interdiction d'utiliser, de fabriquer,
de vendre des armes nucléaires,

2°) l'arrêt des essais nucléaires

3°) la mise au point d'un programme de destruction
des stocks existants

| Nom | Adresse | Signature |
|-----|---------|-----------|
| | | |

CALENDRIER C.A.P.

-CHANGEMENT DE CORPS AU CHOIX 1990-1991 -ECHELONS ACCELERES 1992

ATTENTION

Nouveau calendrier transmis par la direction du CNRS.

LUNDI 23 MARS 1992

RUE LAS CASES - 9 H 45
Monsieur ROUQUIE

CAP N°4 - INGENIEURS D'ETUDES
- Echelons accélérés

RUE LAS CASES - 15 H
Madame TEXIER

CAP N°13 - AGENTS D'ADMINISTRATION
DE LA RECHERCHE
- Echelons accélérés

MARDI 24 MARS 1992

RUE LAS CASES - 10 H
Monsieur DOUCELANCE

CAP N°7 - ADJOINTS TECHNIQUES
- Corps au choix
- Echelons accélérés

MERCREDI 25 MARS 1992

RUE LAS CASES - 10 H 30
Monsieur ABRAVANEL

CAP N°8 - AGENTS TECHNIQUES
- Echelons accélérés

RUE LAS CASES - 14 H 30
Madame JACQUESY

CAP N°12 - ADJOINTS ADMINISTRATIFS
DE LA RECHERCHE
- Corps au choix
- Echelons accélérés

VENDREDI 27 MARS 1992

RUE LAS CASES - 10 H [matinée]
Monsieur BRUNET

CAP N°5 - ASSISTANTS INGENIEURS
- Echelons accélérés

LUNDI 30 MARS 1992

PIECE 484 - 10 H [matinée]
Monsieur GELDREICH

CAP N°3 - INGENIEURS DE RECHERCHE
- Echelons accélérés

JEUDI 2 AVRIL 1992

RUE LAS CASES - 10 H
Monsieur JAUNET

CAP N°11 - SECRETAIRES
D'ADMINISTRATION
DE LA RECHERCHE
- Corps au choix
- Echelons accélérés

VENDREDI 3 AVRIL 1992

Salle H. LAUGIER - 10 H
Monsieur ARRIGHI

CAP N°5 - ASSISTANTS
INGENIEURS
- Corps au choix

LUNDI 6 AVRIL 1992

SALLE DU CONSEIL - 10 H
Madame PIQUET-GAUTHIER

CAP N°6 - TECHNICIENS
- Corps au choix

MARDI 7 AVRIL 1992

SALLE DU CONSEIL - 10 H
Madame PIQUET-GAUTHIER

CAP N°6 - TECHNICIENS
- Echelons accélérés

JEUDI 9 AVRIL 1992

RUE LAS CASES - 9 H 30
Monsieur LECOMTE

CAP N°10 - ATTACHES
D'ADMINISTRATION
DE LA RECHERCHE
- Corps au choix
- Echelons accélérés

LUNDI 13 AVRIL 1992

Salle J. PERRIN - 10 H
[journée]
Monsieur LECOMTE

CAP N°3 - INGENIEURS
DE RECHERCHE
- Corps au choix

Ce calendrier annule et remplace celui paru dans le B.R.S. n° 289.

Si vous avez des informations à transmettre pour les prochaines CAP, prenez contact directement avec les élus des CAP concernées (la liste a été à nouveau publiée dans SNTRS-INFO n° 34 du 20/12/91 pages 10 et 11).

Vous pouvez aussi adresser vos dossiers au syndicat national.